

EN COUVERTURE

Mathieu Guidère : "A moyen terme, les islamistes pourraient bien occuper le désert politique"



Faut-il craindre l'arrivée des islamistes en Tunisie ? La révolution de jasmin peut-elle se propager au reste du monde arabo-musulman ? A ces questions, l'islamologue Mathieu Guidère, auteur de plusieurs ouvrages, dont « Les Nouveaux Terroristes » (Autrement, 2010), apporte des réponses argumentées.

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-LOUIS TREMBLAIS

Le Figaro Magazine - Comment expliquez-vous la chute soudaine, fulgurante et inattendue du régime de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie ? Et la réaction des puissances extérieures, dont la France ? Mathieu Guidère - La révolution de jasmin est avant tout l'œuvre d'une jeunesse tunisienne surqualifiée et déclassée que le désespoir et l'absence de perspectives ont d'abord poussée à retourner la violence contre elle-même (immolation), avant de manifester sa colère dans la rue contre le régime qui l'opprimait. Mais cette révolution n'aurait pas été possible sans l'abstention et le comportement responsable de l'armée face à la fuite en avant du pouvoir en place. Il ne faut pas oublier que le président Ben Ali avait limogé, début janvier, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Rachid Ammar, parce que celui-ci refusait de donner l'ordre de tirer sur la foule alors qu'il était censé mater la rébellion. Dans leur grande majorité, les officiers tunisiens ont sympathisé voire fraternisé avec la foule des jeunes révoltés et avec la population dans son

ensemble - et ils continuent de le faire en les protégeant contre les milices fidèles au régime -, alors même que la police était prête à aller jusqu'au bout. C'est un fait : si les chefs de l'armée n'avaient pas été responsables, ce mouvement aurait été noyé dans un bain de sang sans que personne vienne au secours des victimes. Cette analyse est confirmée par la réaction prudente de la France. Ou encore par l'attitude libyenne qui, par son soutien inconditionnel à l'ancien régime, risque de déstabiliser sur le long terme la démocratie balbutiante en Tunisie. A l'exception du Libyen Mouammar Kadhafi, qui regrette le président Ben Ali, les gouvernements des pays arabes restent fort discrets sur la révolution tunisienne. Ce qui ne semble pas être le cas de leurs populations, qui ont suivi en direct les événements grâce aux chaînes satellitaires et aux réseaux sociaux. Immolations en Algérie et en Egypte, manifestations au Yémen, insatisfaction en Jordanie... : peut-on envisager un « effet domino » dans le monde arabo-

musulman, de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient ? C'est une conjonction exceptionnelle de mobilisation de la jeunesse et d'abstention de l'armée qui a permis la révolution de jasmin. C'est pourquoi une contagion n'est possible que si la même conjonction favorable se produisait dans d'autres pays. Or, il n'existe dans l'immédiat quasiment aucun autre pays où une telle situation peut se reproduire avec la même rapidité et le même succès. Dans les autres pays du Maghreb, la jeunesse désempoignée ne bénéficie pas de la sympathie des militaires, qui ont davantage à perdre à la soutenir qu'à la réprimer dans le sang en cas de troubles majeurs. Au Moyen-Orient, certains militaires pourraient être tentés par un coup d'Etat, mais la jeunesse n'est pas parvenue au même degré d'instruction ni de détresse que celle du Maghreb pour se révolter avec le désespoir de ceux qui n'ont plus rien à perdre - notamment en raison de la rente pétrolière ou de la dépendance à l'égard de l'Etat. Mais s'il fallait établir une probabilité de contagion à moyen terme, il est...



Dispersée par la police, le 18 janvier, à Tunis, la manifestation contestait déjà la légitimité du gouvernement d'union nationale nommé la veille.

L'onde de choc de la révolution de jasmin

